

LISTE POUR LES LÉGISLATIVES

Alger divise le FLN

Abdelaziz Belkhadem devrait installer la commission nationale des candidatures du Front de libération nationale, pour les prochaines élections législatives, fin janvier en cours. C'est ce que nous apprend une source proche de la direction du parti. «C'est le secrétaire général qui présidera cette commission», ajoute encore notre source.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Rien d'extraordinaire jusque-là. Mais c'est, en revanche, la seule chose qui fait unanimité au sein du parti. Cette commission, particulièrement convoitée par tous les ténors du parti, aura à trancher «en première lecture» sur un nombre massif de dossiers de candidatures.

«Et tout le monde est candidat avant l'heure», ironise notre source. C'est d'autant plus compliqué comme tâche que la guerre des positionnements met aux prises des hauts responsables de l'ex-parti unique.

Plus particulièrement, deux clans se disputent les listes et, cela va de soi, les places de choix menant tout de droit vers l'Assemblée : d'un côté, Abdelaziz Belkhadem et son premier cercle et, de l'autre, le président de l'Assemblée, Abdelaziz Ziari dont la position de troisième personnage de l'Etat lui confère une autorité et une influence certaine au sein du parti et même au-delà. D'ailleurs, la première préoccupation de l'homme est, sans doute,

sa propre réélection à la tête de l'Assemblée. Sauf que, ce qui n'arrange pas les choses pour lui, Abdelaziz Belkhadem a un autre candidat pour le poste. Il s'agit de l'actuel ministre de l'Enseignement supérieur, Rachid Harraoubia. Une ambition que lui dispute également en coulisses un autre ministre influent du cercle présidentiel, celui du Travail et de la Protection sociale, Tayeb Louh.

Deux membres du gouvernement très proches de Bouteflika mais aussi du SG du FLN face, donc, à un président de l'APN qui ne veut rien lâcher ! Un Ziari qui, en tout cas, met tout son poids pour rendre impossibles les candidatures de Harraoubia et de Louh. Que l'on se rappelle déjà le bras de fer de l'été dernier lorsque Ziari soutenait le fameux article, supprimé par la suite, du nouveau code électoral obligeant les ministres désirant se porter candidat à des élections de démissionner au préalable du gouvernement trois mois au moins avant l'échéance électorale.



Abdelaziz Belkhadem.

Une position frontalement opposée à celle de son parti, le FLN, pourtant. Cet article s'avérant anticonstitutionnel ayant fini par être retiré sur instruction de Bouteflika, Ziari n'en garde pas moins une autre carte maîtresse et qu'il joue par ailleurs à fond.

Et il faut le dire, avec beaucoup de réussite pour le moment : Alger ! Député de la capitale à l'origine, Ziari gère directement la plus importante mouhafada du pays, Alger, elle-même subdivisée en sept «sous-mouhafadas» depuis 2002 et le nouveau décou-

page administratif donnant lieu aux wilayas déléguées. Comme Ziari n'ignore pas que le président de l'Assemblée devrait nécessairement être issu des élus de la capitale — c'est une tradition chez le FLN —, il a donné instruction ferme à toutes les kasmass d'Alger de rejeter systématiquement deux dossiers de demande de carte d'adhérent à leur niveau : ceux de Rachid Harraoubia et de Tayeb Louh.

Le ministre de l'Enseignement supérieur, étant élu au comité central sur le quota de la wilaya

de Souk Ahras et celui du Travail sur celui de la wilaya de Tlemcen. «C'est cet argument imparable que brandit Ziari. Ce qui est conforme aux statuts et à tous les textes du parti», avoue notre source.

Pour autant, Ziari, qui semble pour le moment remporter la première manche, réussira-t-il à passer le second «filtre», le plus décisif du reste, à savoir le choix final des listes officielles du parti que tranchera le président du FLN, Abdelaziz Bouteflika en l'occurrence ? Pas si évident que cela.

Déjà qu'en 2007, Ziari n'a été propulsé par le destin qu'à la suite d'un revirement spectaculaire de Bouteflika qui a dû renoncer au choix de Abdelkrim Ghrieb pour présider l'Assemblée sous la pression d'anciens officiers de l'ALN.

Fatma Zohra Bitat, l'une des rares personnalités à avoir l'oreille du président, a su convaincre Bouteflika d'opter pour Abdelaziz Ziari à l'époque. Mais qu'en sera-t-il cette fois-ci ? Certaines prises de position publiques de M^{me} Bitat auraient irrité au plus haut point l'actuel locataire du palais d'El Mouradia et la «proximité» d'hier entre les deux en a pris un sérieux coup, selon l'entourage de Bouteflika.

K. A.

Pourquoi le FFS participera

Le Front des forces socialistes (FFS), qui a boudé deux législatures de suite, semble à présent éprouver le besoin politique de se donner une représentation parlementaire. Sensiblement évolué, son laïus ne pivote plus autour du fameux leitmotiv stigmatisant les institutions formelles. Il trouve, et c'est tout nouveau, qu'il y a peut-être avantage à tirer en participant au prochain scrutin législatif.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Resté à l'écart de l'enjeu et du débat parlementaires durant deux législatures consécutives (2002 et 2007), le Front des forces socialistes ne semble pas vouloir s'illustrer à nouveau dans une attitude similaire.

En tout cas, contrairement aux fois passées où les mots d'ordre étaient au boycott, la question de la participation ou pas du parti aux prochaines élections législatives n'a pas été tranchée par une décision régaliennne. Depuis vendredi, la position à adopter par rapport à la consultation électorale de la mi-mai prochaine fait débat au sein des conseils fédéraux du parti. Un débat dont les termes ont été soigneusement posés par la commission de stratégie politique du conseil national du parti, laquelle a élaboré un document dans lequel sont sérieusement les avantages à tirer d'une participation et les inconvénients qui pourraient résulter d'un boycott.

Pour le FFS, donc, le boycott ne pourrait être que générateur d'inconvénients, alors qu'une inscription à la compétition électorale pourrait s'avérer, elle, profitable et avantageuse pour le parti. Avec de pareils tenants, le débat en cours au niveau des structures fédérales du parti ne fait point mystère de ses aboutissants. Du moins, ces derniers se laissent aisément deviner : faire émerger, au terme de cette consultation de la base

militante, l'option de la participation. Une option qu'il restera à la convention nationale du parti, prévue pour le 11 février prochain, de valider.

Ce qui, au demeurant, ne constituera nullement une surprise, tant que tout dans l'attitude du FFS laisse transparaître une envie de renouer avec le processus législatif, à l'écart duquel il s'était résigné à se tenir depuis 2002. A commencer cette inhabituelle prudence discursive lorsque le sujet se rapporte aux élections législatives. Le FFS n'a pas fait cas de

ses craintes quant à la fraude électorale que d'autres partis de l'opposition voient déjà s'organiser. Et surtout il ne se laisse plus aller à brocarder comme jadis les institutions formelles. Ceci notamment depuis le renvoi du fougueux Karim Tabbou et le rappel au poste de l'ancien premier secrétaire Ali Laskri.

D'ailleurs, les analystes les plus perspicaces n'ont pas manqué de conclure au lien entre le ménage organique opéré par le président du parti, Hocine Aït Ahmed, et la prochaine échéance électorale.

Aux yeux d'Aït Ahmed, Ali Laskri et son équipe non seulement répondent de profils à même de diriger campagne électorale mais aussi et surtout ne vivent pas le boycott électorale comme un



Hocine Aït Ahmed.

sacerdoce. Cela étant, la question qui reste posée est de savoir d'où vient que le FFS se redécouvre un

intérêt pour le Parlement. A ce propos, encre et salive ont déjà coulé.

S. A. I.

Le PRA mobilise ses troupes

Le Parti du renouveau algérien (PRA) prendra part aux législatives de mai prochain. Son secrétaire général l'a annoncé à l'occasion d'une rencontre régionale des secrétaires de son parti des wilayas du centre du pays. Il qualifie les prochaines élections législatives d'historiques, en ce qu'elles constituent «un véritable test» pour la réussite des réformes politiques.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Après ses sorties dans l'ouest et le sud du pays, le premier responsable du PRA, Kamel Bensalem, s'est réuni, hier, avec les cadres de son parti de la région du centre.

Une occasion pour le secrétaire général du PRA de dresser un état des lieux de la situation politique du pays. C'est dans ce cadre qu'il dira que les «législatives de 2012 ne ressemblent pas aux précédentes élections parce qu'elles interviennent dans le cadre des

réformes». «Le gouvernement a donné des garanties qui sont de nature à assurer des élections propres et honnêtes», a-t-il ajouté.

Le conférencier rappellera à l'assistance les instructions données aux walis par le ministre de l'Intérieur «pour œuvrer à la neutralité de l'administration, à l'occasion des législatives prévues le mois de mai, les menaçant de révocation en cas de manquement aux règles de transparence». «Ces instructions sont une bonne chose, mais nous demandons leur

mise en œuvre sur le terrain», a-t-il soutenu. Sur un autre chapitre, le secrétaire général du PRA a indiqué que les réformes politiques initiées ont apporté des garanties en réponse aux revendications de «la majorité» des partis politiques en activité ou en cours de constitution.

Par ailleurs, M. Bensalem a soutenu l'idée de la création de nouveaux partis politiques qui, a-t-il dit, va «redonner confiance à des pans entiers» de la société, redynamiser la scène politique nationale, conférer plus de crédibilité aux prochaines élections législatives et élever le niveau de la compétition électorale.

Cette sortie médiatique du secrétaire général du PRA est

intervenue au moment où des informations font état d'une alliance qui serait sur le point d'être contractée entre cinq autres formations politiques, dont le PRA.

Les initiateurs de cette démarche, a-t-on indiqué de bonne source, ont pour principal «but de surveiller la tenue des prochaines élections législatives par la désignation de représentants au niveau des bureaux de vote».

Il s'agit du Parti du renouveau algérien (PRA), du Front national des indépendants pour la concorde (FNIC), du Mouvement pour la justice et la démocratie (MJD), du mouvement Ennahdha et du Rassemblement pour l'Algérie.

A. B.